



Patrick Eperon

Les parlements suisse et vaudois doivent tenir compte des réalités internationales en matière énergétique et climatique.

Energie et climat au niveau international: non au Heidiland!

Il faut penser global en matière de politiques énergétique et climatique. La publication d'un récent rapport du groupe pétrolier BP et du contrat de la nouvelle grande coalition allemande revêtent en ce sens un grand intérêt.

Deux documents relatifs à des perspectives énergétiques et climatiques au niveau international ont été publiés ces dernières semaines. Le premier est le *BP Energy Outlook edition 2018*, mis notamment en évidence par un éditorialiste de la presse dominicale romande. Le second est le contrat de la nouvelle grande coalition gouvernementale allemande conservateurs – sociaux-démocrates 2018-2022 (?), contrat qui comprend bien entendu des chapitres «énergie» et «climat».

L'analyse de ces deux documents est très instructive, à l'heure où la commission de l'énergie du Conseil national a commencé à traiter de la politique climatique suisse après 2020. Sans oublier que la cheffe du Département fédéral de l'énergie (DETEC) a initié, il y a quelques mois, une 2^e étape de la Stratégie énergétique 2050 (SE-2050) sous la forme d'une libéralisation complète du marché suisse de l'électricité, couplée à un accord avec l'UE.

Un mix énergétique mondial très diversifié

Les perspectives 2018 du groupe pétrolier BP, cité en référence par un journaliste partisan de la SE-2050, tablent effectivement sur une forte croissance des énergies renouvelables (photovoltaïque et éolien) ces vingt prochaines années, de même que sur l'électrification croissante, notamment du fait de l'augmentation du nombre de voitures électriques.

Mais elles insistent surtout sur la grande diversité des agents énergétiques qui assureront les besoins en énergie de notre planète vers 2040. De fait, le scénario de référence de British Petroleum table sur un approvisionnement mondial en énergie assuré à parts pratiquement égales entre le pétrole, le gaz, le charbon et les énergies non fossiles, avec une croissance significative du gaz et, même, une petite hausse du pétrole. En d'autres termes, le monde sera toujours largement «fossile», pour encore au moins une génération.

La part des énergies non fossiles à l'approvisionnement de l'UE – au marché de l'énergie de laquelle

notre pays sera probablement totalement intégré à terme – devrait certes atteindre 40%, mais il n'en demeure pas moins que même l'UE devrait demeurer majoritairement «fossile» en 2040. Cette réalité «fossile» revêt d'autant plus d'importance que les importations européennes de gaz vont fortement augmenter du fait d'une diminution très importante de la production européenne de gaz. Or ce gaz sera russe d'abord et américain ensuite, les Etats-Unis étant bientôt en mesure d'exporter de grandes quantités de gaz de schistes par bateaux (GNL), notamment dans des ports d'Europe de l'Est.

Une politique énergétique et climatique moins ambitieuse

L'importance dans la durée des énergies fossiles pour l'approvisionnement de l'Europe est d'autant plus probable que la nouvelle grande coalition au pouvoir en Allemagne n'a fixé aucune date pour la sortie de son pays – première puissance économique de l'UE – du charbon, voire de la lignite. De fait, le chapitre «énergie» du contrat de coalition insiste sur la compétitivité de la place industrielle allemande, avant de prévoir un nouveau fort développement des énergies renouvelables et des réseaux électriques, manifestement insuffisants pour transporter le courant renouvelable.

Le chapitre «climat» du même document relève quant à lui d'abord la difficulté d'atteindre les objectifs climatiques de l'Allemagne en 2020 (40% de réduction des émissions de CO₂), avant de fixer la création d'une commission chargée de plancher notamment sur cette problématique et sur la sortie du charbon.

Tant les perspectives 2018 de BP que le contrat de coalition en Allemagne démontrent que les parlements suisse et vaudois doivent tenir compte des réalités internationales en matière énergétique et climatique, en refusant notamment des politiques de type «Heidiland».

Brève

Hausse des dépôts de brevets

L'Office européen des brevets a reçu près de 166'000 demandes de brevets en 2017, soit une hausse de 3,9%; cela confirme l'attractivité de l'Europe comme marché de l'innovation.

Les cinq pays les plus actifs sont les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon, la France et la Chine, qui affiche une croissance de 16,6% et ravit la 5^e place à la Suisse. Bien que les demandes suisses n'ont crû que de 0,6%, elles atteignent le pic de 7'283.

Si l'on rapporte le nombre de demandes de brevets européens déposées à la population de chaque pays, la Suisse occupe à nouveau la 1^{re} place avec 884 demandes par million d'habitants en 2017, suivie des Pays-Bas, du Danemark et de la Suède. Le Japon figure à la 9^e place.

Les technologies médicales restent en tête des secteurs innovants, suivies par la communication numérique et l'informatique. (ME)